INVESTIBAU GRANDS CHANTIERS AGRICULTURI AGRICULTURI ENERGIA MINES INDUSTRIA SERVICES FINANCIA

Dossier

La bataille des eaux minérales au Cameroun



Jean Joseph Aouda, une expertise ferroviaire qui dépasse les frontières



Le français Casino veut ouvrir 20 magasins au Cameroun



CAMESTIRAU CAMERO UN COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun



Compatible tablettes et smartphones



APP DISPONIBLE POUR IOS ET ANDROID

EDITORIAL |

Yasmine Bahri-Domon, directrice de la publication



Tous unis pour le développement

e numéro 66 de votre magazine gratuit *Investir au Cameroun* paraît dans un contexte particulier, où le bilan économique de la crise dite « anglophone » est significatif. Les opérations « villes mortes » hebdomadaires ordonnées depuis plusieurs mois dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont abouti au ralentissement général de l'activité commerciale et des échanges multiples avec le Nigeria voisin. Les manques à gagner sont importants pour les banques, les commerces, les coopératives, les artisans, et pour tous ceux qui vendent ou achètent des deux côtés de la frontière. Les répercussions économiques de cette crise sont évidentes. Le bilan se fera, sans aucun doute, sur des tableaux de bords caractérisés par des courbes décroissantes. Mais, en dépit de la crise, le Cameroun poursuit inexorablement ses multiples chantiers et relève ses défis économiques en visant un taux de croissance au-delà de 5.6% en 2018. Les chantiers avancent et les projets structurants restent fidèles à leur chronogramme établi depuis 2011. Pari tenu! Les délestages reculent tandis que les barrages hydroélectriques se multiplient, le deuxième pont sur le fleuve Wouri vient de s'ouvrir partiellement à la circulation, ce mois d'octobre 2017, à la grande satisfaction des usagers de la capitale économique et de ses environs.

Crédible, le Cameroun poursuit des négociations avec le Fonds monétaire international pour mieux amortir les conséquences de la chute des prix des matières premières et du fardeau de la guerre, au Nord, contre Boko Haram. Comme on peut l'observer, en dépit d'une conjoncture difficile, le pays parvient à garder la tête hors de l'eau.

L'eau! Parlons-en, justement. C'est le thème du grand dossier de ce magazine. Les marchés bougent. Une grande concurrence s'observe dans le secteur lucratif de l'eau minérale, en pleine croissance. La précieuse boisson tirée des nappes phréatiques et des roches volcaniques du Mont Cameroun fait le bonheur des investisseurs. Le créneau est résolument porteur. L'eau minérale est prisée par les consommateurs qui, grâce à cette concurrence acharnée, bénéficient chaque jour d'un meilleur rapport qualité-prix. Les étals des supermarchés et des boutiques offrent désormais une panoplie de produits et de marques. La consommation de l'eau minérale au Cameroun est en hausse continue. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Tenez! Elle a augmenté de près d'un tiers rien qu'en 2016, atteignant un volume de 2,2 millions d'hectolitres.

Autrefois considérée comme un produit de luxe exclusivement importé du Vieux Continent, l'eau minérale se vend aujourd'hui partout au Cameroun, à la ville comme à la campagne. Car en dépit de tous les aléas politiques, sécuritaires ou économiques, le Cameroun se construit et chacun peut en ressentir les effets dans sa vie quotidienne.

AU SOMMAIRE

DOSSIER



- **08** Le Cameroun boit un grand verre d'eau minérale
- **09** Source Tangui nage en eaux troubles
- **09** Supermont: leader tout frais et gourmand
- **10** *Opur*, un renfort stratégique pour Source du pays
- 10 Une nouvelle marque... Vitale pour les Brasseries du Cameroun
- 11 Volcanic, Semme, Madiba et Pura noyés par la concurrence
- 11 Les marques importées n'ont pas la cote

LEADER DU MOIS



34 • Pour protéger l'environnement, Ismaël Essome fabrique des pirogues en recyclant des bouteilles en plastique

INTERVIEW



12 • Jean Joseph Aouda : « *le Cameroun peut se targuer d'avoir les meilleurs experts de la sous-région dans le domaine ferroviaire* »

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur

Stratline Limited

Directrice de la publication

Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction

Brice R. MBODIAM, Sylvain ANDZONGO, Idriss LINGE.

Opérateur

Médiamania Sàrl www.mediamania.pro

Maquette : Jérémie FLAUX, Réalisation web : Christian ZANARDI, Corrections : Nils COUTURIER

Régie publicitaire

regiepub@investiraucameroun.com Au Cameroun Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr Tel : 00 237 694 66 94 59

Impression

Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Distribution Cameroun

Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr Tel: 00 237 694 66 94 59

Gratuit - Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

L'ACTUALITÉ EN BRÈVES



























GESTION PUBLIQUE P 18-20	INDUSTRIE P 29
FINANCE P 21-23	MINES P 30
AGRICULTURE P 24-26	TIC & TELECOM P 31-32
TRANSPORTS P 27-28	SERVICES P 33

CASTING





PIERRE MOUKOKO MBONJO

L'ancien ministre camerounais des Relations extérieures (2011-2015), Pierre Moukoko Mbonjo, vient d'être nommé au poste de chef de l'unité de mise en œuvre de la réforme institutionnelle de l'Union africaine (UA), a-t-on appris officiellement. Enseignant à l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC), Pierre Moukoko Mbonjo a également occupé les fonctions de ministre de la Communication (2004-2006) et de directeur de cabinet du Premier ministre (1996-2004).

Auteur de plusieurs publications, le nouveau promu est titulaire d'une thèse de doctorat en sciences politiques de l'Université de Paris Panthéon I Sorbonne, puis d'un DEA en sciences économiques, option économie du développement.



VINCENT BOLLORÉ

Dans un communiqué officiel rendu public le 5 septembre 2017, le groupe Bolloré, contrôlé par l'industriel français Vincent Bolloré, dément la reprise des actifs du logisticien français Necotrans sur le terminal polyvalent du port en eau profonde de Kribi, en attente de mise en service dans la région du Sud, au Cameroun.

« Contrairement à des informations qui ont pu être entendues ici et là, les droits de Necotrans sur le terminal conventionnel de Kribi n'ont pas été repris par Bolloré Transport & Logistics », peut-on lire dans le communiqué, qui confirme par ailleurs la reprise « des participations minoritaires de Necotrans » dans Douala International Terminal (DIT), le concessionnaire du terminal à conteneurs du port de Douala.



PROTAIS AYANGMA

Yaoundé, la capitale camerounaise, a abrité le 19 septembre 2017, un forum de l'investissement et du commerce, qui a regroupé 60 chefs d'entreprises en provenance de Chine, et des opérateurs économiques camerounais, dont 80 ont pu présenter leurs projets aux hôtes chinois, a-t-on appris des organisateurs.

Ce forum, selon le regroupement patronal Entreprises du Cameroun, dirigé par Protais Ayangma, se tient en prélude aux Journées économiques, industrielles et commerciales du Cameroun en Chine, qui se dérouleront finalement du 1^{er} au 5 décembre 2017 (elles étaient initialement annoncées du 9 au 15 octobre 2017 à Beijing).



ALAMINE OUSMANE MEY

« En application de la législation fiscale en vigueur, les timbres fiscaux sont exclusivement vendus dans les recettes des impôts, les régies des recettes des impôts, les régies des recettes du timbre, les trésoreries générales, les recettes des finances et les perceptions. » Tel est le contenu d'un communiqué que vient de rendre public le ministre camerounais des Finances, Alamine Ousmane Mey.

La sortie du patron des finances publiques intervient dans un contexte de recrudescence des plaintes des candidats aux divers concours administratifs, qui voient leurs dossiers rejetés au moment du dépôt, du fait de fausses estampilles de timbres fiscaux figurant sur différentes pièces de leurs dossiers de recrutement.



MARTHE ANGELINE MINDJA

L'Agence de promotion des investissements (API) du Cameroun organise, du 9 au 10 novembre 2017 à Douala, la capitale économique du pays, la 2ème édition du Cameroon Investment Forum (CIF), a annoncé Marthe Angeline Mindja, la DG de l'API, au cours d'une conférence de presse à Yaoundé.

Au cours de cette édition, à laquelle sont attendues environ 300 entreprises camerounaise, africaine, américaine et européenne, souligne la DG de l'API, « nous mettrons un accent sur le nouveau cadre incitatif à l'investissement privé au Cameroun, qui exonère les entreprises de taxes fiscalodouanières pendant quinze ans, dont dix ans dans leur phase d'installation et cinq ans dans leur phase de production ».



AUGUSTE MBAPPÉ PENDA

« Procédures et formalités de dédouanement des marchandises à l'import et à l'export dans les ports du Cameroun. » Tel est le thème d'un séminaire de renforcement des capacités que le Conseil national des chargeurs du Cameroun (CNCC) vient d'organiser à l'intention des responsables de l'administration publique.

Il était question, au cours de cette rencontre, de sensibiliser les responsables de ces administrations sur la nécessité de respecter les délais de passage de leurs marchandises au port de Douala, afin de ne plus engorger l'espace portuaire. En effet, fait remarquer le directeur général du CNCC, Auguste Mbappé Penda, « à l'analyse des statistiques, il apparaît clairement que plusieurs conteneurs en stationnement prolongé appartiennent à divers ministères ». 8 DOSSIER

Le Cameroun boit un grand verre d'eau minérale



S'il est un marché au Cameroun, dont le dynamisme suit la courbe ascendante de celui des télécoms ou encore celui du ciment, c'est bien le marché des eaux minérales. Depuis le début des années 2010, en effet, cette boisson, jadis considérée comme un produit de luxe par les populations, est désormais démocratisé. A cause d'une concurrence à la fois magnifique et farouche qui s'est installée sur le marché, principalement du fait des innovations apportées par des entreprises du secteur. En effet, selon les statistiques tirées des rapports financiers officiels des Brasseries du Cameroun, dont la filiale en charge de la production

de l'eau minérale (Société des eaux minérales du Cameroun, en abrégé SEMC) a contrôlé le marché pendant des décennies, la consommation de cette boisson au Cameroun ne cesse d'évoluer depuis 2013. Après une progression de 11,8% enregistrée cette année-là, les ventes globales de l'eau minérale dans le pays ont augmenté de 32,6% en 2016, atteignant 2,2 millions d'hectolitres consommés par les populations.

Cette situation est la résultante de l'arrivée sur le marché de nouveaux acteurs, qui ont su pénétrer un marché sur lequel une seule entreprise régnait en quasi-monopole depuis de nombreuses années. Au point où le nom de la marque exploitée par cette dernière entreprise se confondait avec le produit lui-même, quel que soit son fabricant.

Parmi les armes utilisées par les nouveaux venus, auxquels très peu d'analystes prédisaient certainement un destin peu glorieux, au regard de nombreuses expériences antérieures, il y a eu l'innovation dans le modèle économique, laquelle a été portée au firmament par un marketing agressif. Une trouvaille originale qui a permis, en moins de dix ans, d'occasionner une baisse de plus de 50% sur le prix de la bouteille d'eau minérale, qui est ainsi passé de 500 francs CFA à seulement 220 francs CFA de nos jours. Une véritable aubaine et un bonheur intarissable pour les populations d'un pays dans lequel le taux d'accès à l'eau potable culmine officiellement à moins de 40%. Bref, à la faveur de prix devenus démocratiques, les populations camerounaises des villes et même de certaines zones de campagne peuvent désormais répondre aux hoquets de la société de distribution de l'eau potable dans le pays, par des achats de bouteilles d'eau minérale.

En effet, le prix de la bouteille de 1,5 litre de ce produit est désormais inférieur à celui du kilogramme de riz (entre 300 et 400 francs CFA), la denrée alimentaire la plus consommée au Cameroun.

Brice R. Mbodiam

DOSSIER

Source Tangui nage en eaux troubles

Après plusieurs décennies de leadership sur le marché camerounais, la marque d'eau minérale Source Tangui, produite par la Société des eaux minérales du Cameroun (SEMC), entreprise cotée sur la bourse de Douala et contrôlée par la Société anonyme des brasseries du Cameroun (SABC), vient d'être supplantée par la marque Supermont, produite par la société Source du pays.

« Le concurrent Source du Pays, avec la marque Supermont, est dorénavant leader sur le marché des eaux. Supermont représente environ 52% de parts de marché contre 36% pour SABC », révèle la filiale camerounaise du groupe Castel dans son rapport d'activités 2016.

En effet, après une éclipse de quelques années, l'eau minérale Supermont est revenue sur le marché camerounais, plus tard, avec une



stratégie qui a consisté à démocratiser ce produit dans le pays, grâce à un conditionnement de dix litres, vendu à 1500 FCFA, contre 2400 FCFA pour la traditionnelle palette de six bouteilles de 1,5 litre. Cette stratégie a provoqué chez les concurrents, non seulement l'adoption par tous les opérateurs de ce conditionnement de dix litres, mais aussi un nivellement des prix vers le

bas, dont le corollaire a été la réduction des marges bénéficiaires des opérateurs du secteur, notamment le leader du marché.

En effet, dès le retour de Supermont, la Société des eaux minérales du Cameroun a clôturé l'année 2012 avec un déficit de 50 millions de francs CFA, lequel déficit s'est accentué en fin d'année 2013, pour se situer à 319 millions de francs CFA, selon les rapports financiers des Brasseries du Cameroun, la maison-mère de cette entreprise.

Mais, en 2014, le leader du marché des eaux minérales au Cameroun, qui est aussi l'entreprise la moins performante sur le Douala Stock Exchange (Dsx), a pu renouer avec les bénéfices, en achevant l'exercice sur un résultat net de 261,9 millions de francs CFA; tout en continuant à perdre d'importantes parts de marché.

Supermont: leader tout frais et gourmand

A la faveur d'une politique des prix toujours plus agressive et de nouveaux investissements consentis, la société Source du Pays (SP), qui produit l'eau minérale Supermont, s'est renforcée sur le marché camerounais au cours de l'année 2016.

En effet, après avoir chamboulé le marché des eaux minérales dans le pays il y a quelques années, avec ses conditionnements en dix litres, cette entreprise a, au cours de l'année 2016, racheté la société Nabco, qui produisait jusqu'ici l'eau minérale Opur. A la faveur de cette acquisition, Source du pays, qui au cours de l'année 2016 a ravi à la Société des eaux minérales du Cameroun (filiale des Brasseries du Cameroun) le leadership sur ce marché dans le pays, contrôle désormais 58% du marché local, dont 6% des parts anciennement détenues par Nabco, renseigne le rapport 2016 des Brasseries du Cameroun.



A la faveur d'une politique des prix toujours plus agressive et de nouveaux investissements consentis, la société Source du Pays (SP), qui produit l'eau minérale Supermont, s'est renforcée sur le marché camerounais au cours de l'année 2016.

Opur, un renfort stratégique pour Source du pays



Début 2016, le marché des eaux minérales au Cameroun s'est enrichi d'un nouveau produit. Il s'agit d'*Opur*, une eau alors produite par Nana Bouba Company (Nabco), entreprise contrôlée par le milliardaire camerounais Nana Bouba.

L'arrivée de Nabco sur ce segment venait alors renforcer la bataille pour le contrôle de ce marché dans le pays. Le nouveau produit a rapidement affiché ses ambitions, en décrochant un contrat de sponsor officiel des Lions indomptables, l'équipe fanion de football du Cameroun.

Cette stratégie aura le bonheur d'offrir aussitôt de la visibilité à cette eau minérale, au regard de l'attachement des Camerounais pour leur équipe nationale de football. Pour preuve, en à peine une année d'existence, et grâce à une politique des prix attractive, Opur pointe officiellement 6% des parts de marché dès la fin de l'année 2016.

Une chevauchée qui n'a cependant pas pu convaincre le milliardaire Nana Bouba de conserver cette marque dans son portefeuille, puisque Nabco, la société productrice, a été finalement cédée à Source du Pays (eau minérale Supermont), dans le cadre d'une politique de recentrage des activités du groupe Nana Bouba sur ses activités originelles, à savoir la grande distribution (à travers Soacam) et l'agro-industrie (Azur, Sagri, etc).

Une nouvelle marque... Vitale pour les Brasseries du Cameroun

En dépit du recul de ses activités sur le segment des eaux minérales, et fort d'une progression continue des ventes globales de ce marché (+32,6% en 2016 par rapport à 2015, selon le rapport susmentionné), les Brasseries du Cameroun, à travers la Société des eaux minérales du Cameroun (SEMC), n'entendent pas lâcher du lest.

En effet, a annoncé la société brassicole dans son rapport d'activités de l'exercice 2016, au cours de l'année 2017 courante, l'entreprise ambitionne de faire progresser ses ventes de 32,1%, grâce notamment à « une refonte du système de distribution et à une politique harmonieuse des prix et de segmentation des produits ». Depuis quelques jours, l'on en sait un peu plus sur la stratégie adoptée par cette entreprise contrôlée par



le groupe Castel, pour atteindre ses objectifs de vente en 2017, et ainsi se repositionner sur le marché local des eaux minérales, dont elle a fait les frais d'une concurrence devenue farouche. En effet, la SEMC vient de lancer une nouvelle marque d'eau minérale bon marché.

Il s'agit de Vitale, dont la bouteille de 1,5 litre coûte officiellement 220 FCFA. Pour la palette de six bouteilles, il faut débourser 1300 FCFA. Avec ces prix, Vitale devient plus compétitif que sa sœur Source Tangui, ou encore ses concurrentes que sont Supermont et Opur, dont la bouteille coûte entre 350 et 400 FCFA, contre 1500 à 1600 FCFA pour la palette de six bouteilles. En actionnant ainsi le levier du prix, la SEMC se jette de nouveau dans la bataille, avec les mêmes armes utilisées depuis quelques années par ses concurrents pour lui damer le pion sur un marché jadis contrôlé de bout en bout.

DOSSIER

Volcanic, Semme, Madiba et Pura noyés par la concurrence

La théorie de l'élimination naturelle semble s'être bien appliquée au marché de l'eau minérale au Cameroun. En effet, elle est bien lointaine, l'époque où le pays comptait pas moins de dix marques locales de ce produit. L'une d'entre elles, *Semme*, produite par la Semme Minéral Water, entreprise lancée par l'homme d'affaires Semme Nougon, a même, pendant quelques années, donné une bonne réplique à Source *Tangui* et *Supermont*.

Mais, en dépit d'une tentative de rachat de *Pura*, une autre marque locale, qui n'aura survécu à la concurrence que le temps d'une rose; l'eau minérale *Semme* a finalement disparu des étals en 2013, à cause de la destruction de l'outil de production de la Semme Mineral Water dans la région du Sud-Ouest du pays, officiellement à cause d'une surtension sur le réseau électrique. En juillet 2017, le promoteur a annoncé le retour prochain de cette marque sur le marché local.

Après avoir contribué à inonder le marché camerounais, d'autres marques locales se font désormais bien discrètes, à défaut d'avoir carrément disparu. C'est le cas de *Madiba*, produit lancé par l'Union camerounaise des brasseries, l'unique société brassicole du pays contrôlée par des nationaux. Il en est ainsi égale-



ment de *Volcanic*, une eau minérale jadis puisée sur les flancs du Mont Cameroun.

Les marques importées n'ont pas la cote

Pays à la consommation extravertie, le Cameroun est un grand pays importateur de produits de consommation courante. Mais, cette réputation est battue en brèche sur au moins deux produits : le café, sur lequel les torréfacteurs locaux rivalisent avec le célèbre Nescafé de la firme Nestlé, et l'eau minérale, domaine dans lequel les produits importés ont plutôt la tête sous l'eau. En effet, même en étant disponibles dans certains supermarchés, des eaux minérales telles que *Contrex, Evian, Perrier, Cristalline, Volvic, Badoit, St Yorre, Vittel*, etc. font figure de petit poucet sur le marché camerounais, littéralement inondé par les marques locales

Une situation que l'on peut expliquer par les prix prohibitifs de ces marques, qui sont même désormais boudées par les expatriés, dont beaucoup semblent avoir jeté leur dévolu sur les produits locaux, notamment Source Tangui et Supermont, les deux marques leaders.



Même en étant disponibles dans certains supermarchés, des eaux minérales telles que Contrex, Evian, Perrier, Cristalline, Volvic, Badoit, St Yorre, Vittel, etc. font figure de petit poucet sur le marché camerounais, littéralement inondé par les marques locales.

Jean Joseph Aouda: « le Cameroun peut se targuer d'avoir les meilleurs experts de la sous-région dans le domaine ferroviaire »

Dans cet entretien, le directeur général de Beacop, l'une des rares entreprises camerounaises opérant dans l'ingénierie ferroviaire, dresse l'état des lieux du chemin de fer dans son pays, et prodigue quelques conseils dans le cadre de la mise en place annoncée d'une entreprise en charge de la gestion des infrastructures ferroviaires au Cameroun.

Investir au Cameroun : Vous avez été l'une des chevilles ouvrières de la boucle ferroviaire ouest-africaine. Comment êtes-vous arrivé sur ce gigantesque projet porté par le groupe Bolloré?

Jean Joseph Aouda: Lorsque le groupe Bolloré a décidé de construire la boucle ferroviaire, l'implémentation avait été confiée à Camrail (Cameroon Railways). Une délégation composée du Directeur général, du Directeur des grands projets et du Directeur des installations fixes (DIF) a fait le déplacement pour explorer le site de construction du démonstrateur (une ligne grandeur nature de 500 mètres linéaires). Comme j'étais le Directeur des installations fixes (en charge de la maintenance et du renouvellement des infrastructures ferroviaires) à cette période, j'avais donc eu le privilège de faire partie de la délégation.

Il était revenu à la direction dont j'avais la charge d'implémenter le projet sur le terrain. J'ai choisi parmi les meilleurs collaborateurs camerounais des chefs d'équipes pour aller exécuter ces travaux. Compte tenu du challenge, j'ai tenu personnellement à superviser les travaux sur le terrain. La veille de l'inauguration de ce démonstrateur, j'ai eu le privilège d'être invité à prendre part à une séance de travail avec le

INTERVIEW 13



Jean Joseph Aouda, directeur général de Beacop : « L'expérience que nous avons vécue sur ce chantier est énorme, compte tenu de ce que nous étions les pionniers de la conception et de la réalisation d'une infrastructure aussi gigantesque que la boucle ferroviaire de l'Afrique de l'Ouest. »

président du groupe, en la personne de Vincent Bolloré, avant de rencontrer le président de la République du Niger. C'était la première fois, pour moi, que j'avais l'occasion de travailler directement avec le grand Vincent Bolloré pendant une heure. C'était l'opportunité en or qui m'était donnée de prouver que je pouvais être l'homme de la situation. Ce fut le déclic pour moi et pour mes collaborateurs camerounais dans ce projet.

IC : Racontez-nous un peu votre expérience sur ce chantier ?

JJA: Avant toute chose, je pense que c'est le lieu pour moi de manifester ma gratitude au groupe Bolloré, sans lequel je ne serais pas expert ferro-

viaire. En effet, tout au long de mon parcours, il m'a toujours été donné l'occasion de mettre en évidence mes compétences, malgré mon esprit indépendant. J'ai réussi le pari aux différentes fonctions occupées, de réaliser des records de performance dans un secteur d'activité sensible. L'expérience que nous avons vécue sur ce chantier est énorme, compte tenu de ce que nous étions les pionniers de la conception et de la réalisation d'une infrastructure aussi gigantesque que la boucle ferroviaire de l'Afrique de l'Ouest. Le groupe Bolloré avait un challenge : celui de mettre en évidence la capacité d'expertise ferroviaire africaine, à gérer un projet comme celui-là en faisant

confiance à des collaborateurs issus des deux concessions ferroviaires qu'il exploite: Camrail et Sitarail. Donc, la responsabilité de ce projet d'envergure pesait perpétuellement sur nos épaules.

L'un des grands défis et non des moindres, était de construire le chemin de fer tout en apprenant le métier aux 1200 Nigériens qui constituaient l'essentiel de la main d'œuvre utilisée sur les chantiers. Nous devions faire face à la rudesse du climat, d'une part, et à la mentalité des ouvriers totalement différente des nôtres ne serait-ce que sur les plans religieux et culturel, d'autre part. Pour finir, je m'en voudrais de ne pas revenir sur une anecdote relative à un octogénaire qui a défié la garde présidentielle du Niger pour toucher de ses mains le rail tout en pleurant. Il a eu ces mots : « J'ai attendu plus de soixante-dix ans que ce rêve se réalise. La cerise sur le gâteau est que ce soit fait par un de mes fils noirs. Je peux mourir en paix. Même si vous voulez, vous pouvez tirer sur moi. » Je vous assure qu'on ne vit pas ce genre d'émotion plusieurs fois dans la vie.

IC: Comment vous est venue l'idée de monter une entreprise active dans l'ingénierie ferroviaire, domaine jusqu'ici réservé à des entreprises étrangères ?

IJA : Je n'aime pas la routine, et tous mes anciens supérieurs hiérarchiques étaient au courant de ce fait. C'est la raison pour laquelle j'estime qu'occuper les mêmes responsabilités pendant plus de trois ans est contre-productif. L'idée de monter une entreprise me hantait depuis quelques années. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je me suis inscrit en MBA à France Business School. Cette formation a renforcé ma volonté de créer une entreprise. Lorsque je suis rentré au Cameroun, et que le projet a été suspendu, j'ai été approché par le promoteur initial de Beacop, en la personne de Bouba, pour booster son entreprise. Chose que j'ai acceptée, le temps de mettre sur pied une entreprise propre à moi qui porterait le nom de JJ Consulting. Chemin faisant, et voyant la structuration que je commençais à donner à son entreprise et les difficultés de trésorerie que nous avions à cette

INTERVIEW

période, M. Bouba a proposé de me céder ses parts. J'ai accepté l'offre. Compte tenu de mon expertise sur le plan ferroviaire, il était normal que nous mettions l'accent sur le volet innovant au Cameroun qu'est l'expertise dans l'ingénierie ferroviaire. C'est vrai que, pour l'instant, ce domaine est le monopole des entreprises étrangères, mais nous pensons que nous sommes un partenaire local sûr et incontournable.

IC: De quels atouts majeurs dispose le cabinet Beacop que vous dirigez, pour faire face à la concurrence des entreprises étrangères, qui ont pratiquement raflé tous les contrats dans le domaine ferroviaire africain depuis plusieurs décennies?

JJA: Notre premier atout, comme toute entreprise compétitive, est la compétence de nos hommes en matière d'expertise ferroviaire. Nous pensons aussi qu'il serait de bon ton pour les maîtres d'ouvrages d'inclure grandes valeurs : responsabilité, compétence, engagement social et sens de l'éthique.

Beacop, c'est aussi la proactivité, à travers une écoute active et la recherche de solutions. Être proactif chez Beacop veut dire tout simplement que nous avons encadré notre réactivité de manière à l'inscrire dans une stratégie d'action à moyen et à long terme. Nous respectons nos engagements, conformément au planning que nous élaborons. Notre vision nous dicte l'impulsion nécessaire pour maintenir le cap et réajuster en temps opportun notre trajectoire en cas de besoin. Nous passons du stade de spectateur à celui d'acteur. Ainsi, nous ne subissons pas l'urgence et réduisons les sources de stress, ce qui a pour corollaire une amélioration du bien-être quotidien de nos collaborateurs.

Il y a un argument de poids : la transdisciplinarité. Chez Beacop, nous promouvons des compétences transversales au sein du groupe, en plus de ces spécialités pour atteindre ces objectifs communs (compétences transversales).

Le pragmatisme est aussi un levier essentiel. Les projets que nous pilotons ou accompagnons respectent toujours les trois piliers du développement durable : l'économie, le social et l'environnement. Nous y associons toujours une dose de réalisme. Ainsi, dans chacun de ses gestes conceptuels, Beacop s'affranchit de toute complexité inutile avec la ferme volonté d'être clair et opérationnel, dans toutes les situations, pour ne pas perturber votre activité. Nous favorisons la technique de l'Approche par résultats rapides (ARR) pour rompre avec les pratiques anciennes.

Enfin, il y a la flexibilité. Beacop est doté d'une adaptabilité qui lui permet de former de petites équipes à fortes compétences techniques, susceptibles de répondre rapidement aux attentes et aux besoins de ses clients. Le cabinet dispose d'une expérience transversale lui permettant d'assister ses clients, entreprises ou particuliers, pour l'ensemble des questions liées à ses domaines de compétence. En fonction de l'importance du projet, nous actionnons notre réseau de partenariat. Nous avons réussi à créer un maillage fort de partenaires avec des compétences pointues dans leurs domaines d'activités respectifs.

« Il faut noter que le chemin de fer camerounais a été construit à l'époque coloniale, et que le tronçon le plus récent a plus de 30 ans d'âge. »

dans les termes de référence de leurs projets ferroviaires, une clause obligeant les entreprises étrangères à s'associer aux entreprises locales, pour un meilleur transfert de compétence et une vulgarisation de cette expertise sur le plan national. En plus de la raison universelle, nous pensons avoir cinq atouts qui nous caractérisent:

Beacop favorise le professionnalisme, en engageant du personnel permanent qualifié et des consultants expérimentés. Nous avons la prétention de développer un contexte de travail qualifiant et de faciliter un perfectionnement constant. Pour Beacop, le professionnalisme comporte plusieurs devoirs fondamentaux, auxquels se rattachent quatre

de la connaissance du métier et du secteur d'activité de chaque expert. La pluridisciplinarité dont il est question ici fait recours au décloisonnement entre les différentes expertises. Les spécialités associées, tout en gardant leur spécificité, participent à un projet collectif, en y apportant leurs savoirs et leurs méthodes. Elles collaborent et échangent entre elles, pour répondre aux besoins de l'action et de la compréhension. Souvent, la mise en œuvre d'un travail commun engendre une complexité qui dépasse les cadres disciplinaires et implique le renforcement et/ou l'acquisition de compétences communes (transversales) aux disciplines associées. C'est donc là l'occasion d'utiliser la spécificité de chacune

IC: En dehors de Beacop, existet-il au Cameroun et dans la région Afrique centrale d'autres entreprises appartenant à des nationaux, qui fournissent des prestations dans le domaine de l'ingénierie ferroviaire?

JJA: Nous nous sommes positionnés dans ce secteur parce que nous pensons qu'il y a un besoin réel au Cameroun et dans la sous-région. Nous pouvons vous l'affirmer avec certitude, pour le moment, Beacop regorge des meilleurs experts ferroviaires disponibles au Cameroun. Vous savez, l'expertise ferroviaire est tellement pointue que nous nous connaissons presque tous dans la



- Agropastoral
- Mines & développement durable
- Education & recherche
- Energie & Infrastructures
- Culture
- Santé et services sociaux
- TIC & économie numérique.

24 au 29 Juillet 2018, Palais des Sports de Yaoundé

Thème:

Le Cameroun sur le chemin de l'émergence : politiques publiques et implication du citoyen.

Avec le soutien du



Mon Communicateur

Pour un partenariat, une réservation, prenez contact au : Téléphone : +(237) 242 66 60 44 / 242 60 78 49 / 677 88 63 22 / 655 69 88 85 Email : mcommunicateur@yahoo.fr / Site web : www.sago.cm 16 INTERVIEW



Jean Joseph Aouda, directeur général de Beacop : « L'un des grands défis et non des moindres, était de construire le chemin de fer tout en apprenant le métier aux 1200 Nigériens qui constituaient l'essentiel de la main d'œuvre utilisée sur les chantiers.»

région subsaharienne. De notre humble connaissance des réseaux ferroviaires africains, le Cameroun peut se targuer d'avoir les meilleurs experts de la sous-région dans le domaine.

IC : Quels sont, à ce jour, les références de Beacop dans ce domaine ?

JJA: Parler de référence pour une si jeune entreprise serait prétentieux. Mais, nous pouvons modestement citer, parmi les réalisations à mettre à notre actif, l'assistance technique et le transfert de compétence via le « learning by doing » dans le cadre du projet de la boucle ferroviaire ouest-africaine; la supervision des travaux de construction d'une voie nouvelle entre Niamey et Dosso, (150 km) au Niger; la supervision des

travaux de renouvellement de la voie ferrée entre Lomé et Cacavély, et le confortement de la voie ferrée entre Cacavély et Tsévié, au Togo (35 km); la gestion de deux unités de fabrication des traverses en béton armé au Niger; la réalisation du diagnostic de 700 ouvrages hydrauliques sur le réseau Camrail; et les études de préfaisabilité et APS de la voie ferrée sur le tronçon Douala-Limbé et Edéa-Kribi en sous-traitance.

IC: Les métiers du ferroviaire sont assez particuliers. Comment réussissez-vous à trouver la main d'œuvre dans un environnement où il n'existe pratiquement pas d'écoles et autres centres de formation à ces métiers-là?

JJA: Nos experts sont essentiellement des anciens cheminots chevron-

nés, dont l'expertise est en quête d'espaces d'expression. Dans notre gestion prévisionnelle de la carrière, nous avons envoyé en formation deux jeunes ingénieurs de génie civil, pour compléter leurs connaissances en matière de gestion, de maintenance et de renouvellement des infrastructures ferroviaires. Nous comptons parmi nos consultants des cheminots expérimentés et des jeunes que nous avons eu le privilège d'encadrer.

Effectivement, l'une de nos plus grosses préoccupations actuelles est la vulgarisation des métiers ferroviaires au Cameroun. Nous y travaillons avec des anciens collègues cheminots et sommes encadrés par des experts de la formation professionnelle et des partenaires extérieurs, dans la perspective d'ouvrir un

centre de formation aux métiers du chemin de fer digne de ce nom. Cette vulgarisation est indispensable dans la mesure où la réussite de la réalisation du schéma directeur national des chemins de fer en dépend, si le Cameroun veut éviter l'expérience du projet pipeline Tchad-Cameroun et profiter de la disponibilité de la main d'œuvre locale pour ces travaux. Nous espérons que le moment venu, nous pourrons bénéficier de tout le soutien nécessaire du gouvernement camerounais pour implémenter notre projet.

IC: Au Cameroun, l'on parle de plus en plus de la création d'une entreprise spécialisée dans la gestion des infrastructures ferroviaires. Comment appréhendez-vous l'avènement de cette structure?

IJA: Les infrastructures sont la propriété inaliénable de l'Etat qui est le concédant. Ce dernier, dans un premier temps, a confié les prérogatives de la gestion des infrastructures ferroviaires au concessionnaire. Il revient à l'Etat de décider quand et à qui il veut transférer ces responsabilités. Ce n'est pas un phénomène nouveau, ni dans la gestion de la concession des chemins de fer en général, et encore moins dans la gestion des concessions au Cameroun. Le chef de l'Etat camerounais a instruit le gouvernement de créer une entreprise de gestion des infrastructures. Il est évident que cette décision est une volonté pour le gouvernement d'assurer un meilleur suivi et le contrôle des activités du concessionnaire. Cette mutation offrira de grandes possibilités, notamment en matière de pilotage des grands travaux.

Le fait pour le concessionnaire d'être à la fois maître d'ouvrage délégué et maître d'œuvre délégué pose le problème de la responsabilité et de la lisibilité. Au moins la création d'une telle structure pourrait régler les questions de contrôle technique de la concession.

Nous pensons, par ailleurs, que le plus important n'est pas de créer

une entreprise qui va s'occuper de la gestion des infrastructures, mais de mettre des personnes compétentes et des experts chevronnés pour animer cette entreprise. Le contenu des missions qui sera mis dans le terme « gestion des infrastructures » reste à préciser par les pouvoirs publics. Il ne faudrait surtout pas que cette structure soit un goulot d'étranglement dans les opérations de l'exploitation du concessionnaire. L'architecture du socle de l'organisation d'une telle structure devrait être confiée à un consultant expert, afin de prendre en compte les contraintes de l'exploitation ferroviaire en voie unique, d'une part, et les attentes du gouvernement, d'autre part. Il est nécessaire de définir clairement les rôles du concédant et du concessionnaire, ainsi que la délimitation du périmètre du champ d'action par rapport à cette gestion des infrastructures.

IC : Quelle appréciation globale faites-vous du réseau ferroviaire camerounais ?

JJA: Le concessionnaire a œuvré à relever le niveau des standards techniques et commerciaux par rapport à ceux hérités de l'ex-Regifercam. Compte tenu de l'âge avancé des infrastructures et de la densité du trafic auxquels elles ont été soumises au cours des quinze dernières années, il y a lieu de donner un coup de fouet pour maintenir une performance acceptable sur tout le réseau. Des investissements conséquents sont nécessaires pour poursuivre les chantiers de modernisation déjà entamés.

Il faut noter que le chemin de fer camerounais a été construit à l'époque coloniale, et que le tronçon le plus récent a plus de 30 ans d'âge. Toutes les sections qui n'ont pas fait l'objet d'un renouvellement posent énormément des problèmes de maintenance au concessionnaire. Les types de matériaux utilisés se font extrêmement rares, voire inexistants sur le marché mondial.

Sur le plan de la voie ferrée, l'introduction des traverses en béton armé bi-bloc reste l'innovation la plus déterminante dans la maintenance de la voie ferrée au Cameroun. Cependant, des efforts de modernisation restent à faire. La ligne de l'Ouest (Douala-Kumba) devrait être renouvelée, avec une forte action de déguerpissement des populations installées dans les emprises de la voie ferrée. Pour ce qui est du Transcam (Douala-Ngaoundéré), la section Pangar-Ngaoundéré est préoccupante. Un renouvellement sur le très court terme est indispensable, après le renouvellement des 175 km (entre Batchenga et Ka'a et les entrées de Douala et Yaoundé).

Pour ce qui est de la signalisation et

de la télécommunication, la signalisation lumineuse sur le Transcam 1 (Douala-Yaoundé), héritée de l'ex-Regifercam, est obsolète et mérite d'être modernisée. Le Transcam 2, jusqu'à ce jour, est en cantonnement téléphonique. La signalisation ferroviaire au Cameroun devrait s'arrimer aux standards universels de sécurité ferroviaire. De nos jours, la signalisation ferroviaire embarquée la plus adéquate est le réseau de type Ertmc (European Rail Traffic Management System), qui offre toutes les conditions de sécurité. Elle met en liaison directe le conducteur et le PCC (Poste de commandement et de contrôle), qui est la tour de contrôle du trafic ferroviaire. Il est vivement souhaitable d'implémenter ce genre de signalisation sur l'ensemble du réseau. Cette modernisation va nécessiter inévitablement une évolution technologique des moyens de télécommunications.

Quant aux ouvrages d'art et ouvrages hydrauliques, un effort constant de maintenance et de réhabilitation est remarquablement fourni par le concessionnaire. Il est néanmoins plus que nécessaire de doter les agents des équipements adéquats, notamment une draisine avec bras articulé, pour leur permettre d'effectuer efficacement les inspections détaillées des ouvrages hautement sensibles.

Entretien avec Brice R. Mbodiam

GESTION PUBLIQUE

La remise des 500 000 ordinateurs promis par Paul Biya, finalement programmée pour novembre 2017

Au lieu de décembre, comme annoncé en juillet dernier, la remise du premier lot des 500 000 ordinateurs promis en 2016 par Paul Biya, est finalement fixée au mois de novembre 2017. C'est ce qui ressort du conseil de cabinet extraordinaire, tenu le 19 septembre, à Yaoundé. Jacques Fame Ndongo, le ministre de l'Enseignement supérieur, a indiqué à l'issue dudit conseil que ce premier lot d'ordinateurs est composé de 80 000 laptops fabriqués par la société chinoise Sichuan Telecom Construction and Engineering Co. Ltd. Le membre du gouvernement a rappelé que la fabrication des ordinateurs se poursuit à Shenzhen, en Chine. Autre annonce, en dehors des étudiants de l'année académique 2016-2017 initialement concernés.



ceux de l'année 2017-2018 seront désormais comptés parmi les bénéficiaires.

C'est dans le cadre du « Plan spécial jeunes » prescrit par le président camerounais Paul Biya, le 10 février 2016, que le ministre de l'Enseignement supérieur avait procédé, le 27 juillet 2016 à Yaoundé, avec la société chinoise Sichuan Telecom Construction Engeneering Co. Ltd,

à la signature d'une convention dénommée, « e-national higher education ». A travers ce programme, Paul Biya a décidé de mettre en œuvre le projet « un étudiant un ordinateur », en accordant gratuitement un ordinateur portable à chaque étudiant inscrit dans une institution universitaire publique ou privée du Cameroun.

Une prime d'un milliard FCFA octroyée à 20 communes camerounaises pour leurs performances

Le Programme national de développement participatif (PNDP), piloté par le Ministère de l'économie, vient de révéler les noms des 20 communes lauréates de son guichet performances, concours qui récompense les communes camerounaises les plus performantes.

Au cours d'une cérémonie organisée le 18 septembre 2017, dans la capitale du pays, ces 20 communes qui se sont positivement illustrées dans la gestion budgétaire, la gouvernance et l'appropriation de la démarche de développement participatif du PNDP, ont reçu, chacune, un chèque de 50 millions de francs CFA.

Pour rappel, le PNDP vise à doter les communes d'infrastructures de base (forages, marchés, latrines, entretien des voiries, etc.), à renforcer les capacités des acteurs et à déployer une ingénierie de planification territoriale en impliquant les populations bénéficiaires.

Mis en œuvre en trois phases de

quatre ans chacune, la première phase de ce programme gouvernemental a été implémentée dans six régions du pays, tandis que la seconde phase a étendu le PNDP à toutes les dix régions du pays, couvrant ainsi 329 communes, pour un budget global de 68,26 milliards de francs CFA.

Un accord de crédit signé avec la Banque mondiale, le 3 février 2016, permet actuellement d'implémenter la 3ème phase de ce programme.

GESTION PUBLIQUE 19

La Grande-Bretagne reconnaît le référendum de 1961 au Cameroun et rejette la demande d'indépendance du SCNC

L'on en sait un peu plus sur les raisons de la fin de non-recevoir infligée, le 8 septembre 2017, par la Reine Elisabeth II d'Angleterre, à des représentants du mouvement sécessionniste réclamant la partition du Cameroun. En effet, ces derniers n'ont pas pu être reçus au palais de Buckingham, comme ils le souhaitaient.

C'est que, depuis le déclenchement des mouvements de protestation sociale, qui ont ensuite cédé la place à des revendications sécessionnistes dans les régions anglophones du Cameroun en 2016, la Grande-Bretagne s'est fait une religion sur cette situation, après plusieurs discussions avec les autorités camerounaises.

C'est du moins ce que révèle une correspondance officielle émanant du Foreign & Commonwealth Office, signée le 2 mai 2017 par Tobias Ellwood, le responsable en charge des relations avec l'Afrique et le Moyen Orient. La correspondance est adressée à un membre de la Chambre des communes (J. Cunningham), chambre basse du parlement du

Royaume Uni.

« En ce qui concerne l'initiative de M. Sam Egbe au sujet de l'indépendance, il est important de souligner, au premier abord, que le Royaume-Uni reconnaît les résultats du referendum organisé en 1961 par les Nations Unies sur les territoires sous mandat britannique en Afrique. Les deux régions qui constituent le Southern Cameroon ont accepté de devenir une partie du Cameroun francophone », rappelle Tobias Ellwood.

Ce dernier poursuit : « en 2003, le Southern Cameroon National Council (SCNC) a échoué dans ses revendications indépendantistes, devant la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples. Cette pétition a été rejetée en 2009 par la Commission, qui en a appelé à un dialogue constructif entre les parties. Le Royaume-Uni encourage toutes les parties à accepter et à s'appuyer sur cette recommandation, pour construire un futur stable et prospère pour tous les Camerounais ». Mais, avant cette conclusion plutôt sentencieuse, Tobias Ellwood rappelle les démarches entreprises par

le Haut-Commissariat de Grande-Bretagne à Yaoundé, avant cette prise de position. « Notre Haut-Commissaire à Yaoundé suit de très près la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. Nous continuerons à le faire avec le gouvernement camerounais. Le Haut-Commissaire de Grande-Bretagne a rencontré le président de la République, le 7 mars, et j'ai discuté avec le ministre des Relations extérieures, M. Mbella, le 19 avril 2017, sur les tensions dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. »

Au cours de ces différentes discussions avec les autorités camerounaises, souligne Tobias Ellwood, « nous en avons appelé à l'arrêt de l'usage de la force par les différents protagonistes, à l'obligation de respecter les droits de l'homme, et à l'utilisation des voies légales pour la résolution de cette crise. Nous en avons également appelé au dialogue pour un retour à la normale dans les deux régions ».

Des rebelles centrafricains font monter l'insécurité dans la région de l'Est-Cameroun

Le 23 septembre 2017 en soirée, des hommes armés présentés comme étant des rebelles centrafricains ont effectué une nouvelle incursion en territoire camerounais, enlevant au passage sept personnes dans le village de Koya, situé dans l'arrondissement de Kette, région de l'Est, a-t-on appris de sources autorisées. L'intervention des forces de défense camerounaises a permis de libérer quatre otages. Trois autres auraient été tués par les assaillants, avant

même l'arrivée des militaires camerounais.

C'est la 2ème incursion des rebelles centrafricains dans la région de l'Est du Cameroun, en l'espace de deux semaines, après celle du 11 septembre dernier à 58 km de la ville de Yokadouma, au cours de laquelle un engin appartenant à la Compagnie forestière du Cameroun (CFC) avait été incendié.

Pour rappel, depuis la chute du régime de François Bozizé en RCA,



qui a fait basculer ce pays voisin dans l'instabilité politique, des rebelles centrafricains écument des localités de la région de l'Est du Cameroun, perpétrant des enlèvements pour ensuite demander des rançons. 20 GESTION PUBLIQUE

Le patronat camerounais a répercuté ses critiques sur la politique du FMI à Mitsuhiro

Furusawa

Daniel Claude Abate, le président du Mouvement des entrepreneurs du Cameroun (MECAM), rapporte les critiques que le patronat a répercutées à Mitsuhiro Furusawa, le directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), en visite au Cameroun du 14 au 15 septembre. « Au cours de cette réunion de travail à huis clos entre le DG adjoint du FMI et son équipe d'une part, et les principaux représentants du patronat camerounais d'autre part, les discussions et les échanges ont été certes courtois mais très francs et sincères », révèle Daniel Claude Abate. D'après lui, le patronat camerounais a déploré la signature d'un nouveau programme économique et financier du FMI, le 26 juin dernier, dans lequel son nom et son rôle sont évoqués alors même qu'il n'a pas été suffisamment impliqué dans l'élaboration dudit programme. « Et même après signature, sa communication s'est faite

en dilettante et de manière approximative et laborieuse », critique le président du MECAM. Le patronat a regretté la faiblesse des ressources financières débloquées par le FMI pour aider la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) à faire face à la crise actuelle afin de résoudre les déséquilibres extérieurs. « Comment expliquer par exemple, à titre de comparaison, que la Grèce dans les même conditions avec un PIB de 200 milliards \$ ait bénéficié d'un package d'aide du FMI de l'ordre de 260 milliards \$ (145 000 milliards FCFA) alors que tous les pays de la zone Cemac avec un PIB de 75 milliards \$ n'ont bénéficié que de 4 milliards \$ d'aide (prêts). Soit seulement un peu moins de 2500 milliards FCFA. L'injustice des moyens est, on ne peut plus criante », fulmine le MECAM. Le patronat a exprimé son incompréhension et sa plus vive préoccupation

sur l'application qui est déjà faite par l'administration camerounaise d'un certain nombre de mesures issues de ce programme avec le FMI. Le MECAM cite, entre autres, des mesures concernant les transferts des entreprises à l'étranger, l'élargissement de l'assiette fiscale, le paiement anticipé du précompte fiscal, la résurgence des contrôles fiscalo-douaniers intempestifs au sein des entreprises, la mise en place unilatérale de mesures de restriction et de contrôle de la masse monétaire, etc. « Il est regrettable que le FMI continue lui-même à s'enfermer dans les schémas ou des modèles qui ne tournent qu'autour des appuis budgétaires ou d'équilibre des finances publiques alors même que c'est l'activité économique qui génère les ressources publiques. On ne peut pas indéfiniment continuer à augmenter la pression fiscale et à élargir l'assiette fiscale », martèle Daniel Claude Abate.

La Chine injecte près de 50 milliards FCFA dans un projet d'adduction d'eau potable

Le gouvernement camerounais, à travers le Ministère de l'économie, vient de signer avec la République populaire de Chine, des accords de coopération économique et technique portant sur un montant de 49,4 milliards de francs CFA (594 millions de yuans), destinés au financement de la phase 2 du projet d'alimentation en eau potable de neuf villes camerounaises. Ces financements pourvus par Eximbank China, le bras armé des investissements chinois à l'étranger, seront investis dans les villes de Dschang (région de l'Ouest), Yabassi (Littoral), Maroua (Extrême-Nord), Garoua (Nord) et Garoua-Boulai (Est). La première phase de ce projet, lancé en septembre 2014 et achevée en août 2017, a couvert les villes de Bafoussam (Ouest), Bamenda (Nord-Ouest), Kribi et Sangmélima (Sud). Pour rappel, selon l'ambassadeur de Chine au Cameroun, Wei Wenhua, la locomotive économique de la Cemac est « le 2ème grand bénéficiaire africain des financements chinois ». Cette déclaration ne recoupe cependant pas les chiffres contenus dans le « China Africa Research Initiative (CARI) », un rapport sur les financements chinois en Afrique, publié en juin 2016 par l'Université américaine Johns Hopkins.

Selon ce rapport, sur les 86,9 milliards de dollars (47 795 milliards de francs CFA) de prêts versés par

la Chine aux Etats, banques et entreprises africains, au cours de la période 2000-2014, le Cameroun a capté une enveloppe globale de 2,8 milliards de dollars, soit environ 1540 milliards FCFA; se classant ainsi au 9ème rang parmi les pays africains bénéficiant le plus de financements chinois.

Le Cameroun est surclassé par l'Angola, avec 21,20 milliards de dollars, l'Ethiopie (12,3 milliards de dollars), le Soudan (5,58 milliards de dollars), le Kenya (5,19 milliards de dollars), la République démocratique du Congo (4,91 milliards de dollars), le Congo (3,7 milliards de dollars), le Nigeria (3,5 milliards de dollars) et le Ghana (3,1 milliards de dollars).

FINANCE

La Société financière internationale veut renforcer ses engagements au Cameroun et développer le marché de capitaux dans la Cemac

Jingdong Hua (photo), vice-président chargé de la trésorerie de la Société financière internationale (IFC), une filiale du groupe de la Banque mondiale, vient d'achever une visite de travail de deux jours au Cameroun. L'objectif principal de la visite de Jingdong Hua, explique la Banque mondiale, était de discuter avec les autorités camerounaises du renforcement des engagements de l'IFC dans le pays et en Afrique, ainsi que du développement du marché de capitaux au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). A cet effet. M. Hua a eu des séances de travail avec le ministre de l'Economie, Louis Paul Motaze, et avec le ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey. Il a également rencontré les responsables du Douala Stock Exchange, la Commission des marchés financiers et les représentants des secteurs bancaires et des assurances. M. Hua a enfin eu une rencontre d'échanges avec des étudiants de l'Ecole supérieure des sciences économiques et sociales de Douala.

« Je me réjouis de la qualité et de la richesse des échanges que j'ai eus au cours de mon séjour dans ce pays qui est une priorité pour notre institution », a déclaré le vice-président de l'IFC. « Ces rencontres m'ont permis de tirer des enseignements importants sur la manière dont l'IFC peut déployer sa gamme de produits financiers et de services conseil afin d'accélérer le développement inclusif du pays, et



au-delà celui de la Cemac », a précisé Jingdong Hua.

En décembre 2016, la communauté des bailleurs de fonds s'est engagée à allouer un montant record de 75 milliards de dollars au profit de l'Association internationale de développement (IDA), le fonds de la Banque mondiale dédié aux pays les plus pauvres. De cette allocation, 2,5 milliards de dollars seront exclusivement dédiés à un Guichet de promotion du secteur privé (PSW en anglais).

Ce Guichet permettra à l'IFC et à l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) d'investir jusqu'à 2,5 milliards de dollars et de mobiliser entre 6 et 8 milliards de dollars en investissements privés auprès d'autres institutions de développement. Cette ressource additionnelle bénéficiera majoritairement aux pays d'Afrique subsaharienne et notamment au Cameroun. Le portefeuille actuel de l'IFC au Cameroun est de 113 millions de dollars. L'institution intervient notamment dans les secteurs des infrastructures, des marchés financiers, des secteurs productifs et l'agriculture.

L'Ivoirienne Atlantique Assurances se lance sur le marché camerounais et fait ainsi sa première incursion dans la zone Cemac



Une société dénommée Atlantique Assurances Cameroun IARDT a été constituée le 4 février 2016 à Douala, la capitale économique camerounaise, avec un capital initial de 1,2 milliard de francs CFA, apprend-on

dans une annonce légale qui vient d'être rendue publique.
Cette nouvelle entreprise, dont l'objet social indique qu'elle est une compagnie d'assurance exerçant dans la branche dommages, a pour directeur général un certain Guy Rolland Rasoanaivo, tandis que son conseil d'administration est présidé par l'homme d'affaires ivoirien Koné

Dossongui.

Ce dernier détail (en plus de l'actionnariat de la structure, dans laquelle on retrouve le Consortium des financiers ivoiriens (CFI) détenu par l'opérateur économique ivoirien susmentionné), révèle clairement que la nouvelle compagnie d'assurances est une filiale de l'Ivoirien Atlantic Financial Group (AFG).

Cette dernière opère déjà dans le secteur bancaire au Cameroun à travers Banque Atlantique, institution bancaire née du rachat des actifs d'Amity Bank, au terme d'un processus dénoncé par la Cour commune de justice et d'arbitrage de la Cemac, basée à Ndjamena, la capitale tchadienne.

A travers Atlantique Assurances Cameroun IARDT, le groupe ivoirien Atlantic Financial Group (banque et assurances), allié au Marocain Banque centrale populaire (BCP), tente ainsi une percée dans la zone Cemac, après des implantations plutôt réussies en Côte d'Ivoire, au Togo, au Mali et, très récemment, au Benin. Pour rappel, le Cameroun est, après la Côte d'Ivoire, le 2^{ème} marché de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA), organe de régulation qui regroupe quinze pays en Afrique centrale et de l'Ouest.

La Cameroon Women Business Leaders Association décroche un partenariat avec la microfinance Nofia, pour l'accès aux financements

La Cameroon Women Business
Leaders Association (CWBLA), un
regroupement d'opératrices économiques fondé et dirigé par Adélaïde
Ngallé Miano, a signé le 21 septembre
2017 à Douala, une convention de
partenariat avec l'institution de
microfinance Nofia, afin de se donner
des moyens d'accéder aux crédits
devant permettre à ses membres de
financer le développement de leurs
projets.

Ce regroupement patronal féminin, a rappelé Adélaïde Ngallé Miano, est né « de la volonté de partager et de trouver des solutions aux problèmes des femmes bâtisseuses et porteuses de projets. Elle s'est imposée comme une nécessité, afin de contribuer à promouvoir davantage les activités des femmes qui ont pris le risque d'entreprendre, en les rendant de plus en plus audibles et plus visibles ».

Pour rappel, au Cameroun, les difficultés d'accès aux financements, selon diverses études, sont l'un des principaux freins au développement des PME, qui constituent pourtant plus de 80% du tissu industriel du pays. Selon les mêmes analyses, ces difficultés sont décuplées lorsque ces PME sont portées par des femmes.

C'est afin d'inverser cette tendance que la Cameroon Women Business Leaders Association s'est lancée dans la recherche de partenaires financiers pouvant faciliter à ses membres l'accès au crédit.

L'institution de microfinance Nofia est la 2ème structure financière à s'engager auprès de la CWBLA depuis le début de l'année 2017, après la filiale au Cameroun du groupe bancaire français Société Générale, qui avait formalisé un partenariat dans le même sens avec ce groupement patronal féminin le 10 mars 2017.

La Chine injecte 19,5 milliards FCFA dans un projet de facilitation du commerce international

A travers Eximbank China, le gouvernement chinois vient de concéder au Cameroun un prêt de 19,5 milliards de francs CFA, pour le financement d'un projet baptisé e-government, qui vise à faciliter le commerce international. Selon les deux parties, ce projet consiste en la mise en place d'une plateforme, à partir de laquelle les opérateurs économiques pourront avoir accès à des informations générales, aux normes en vigueur et à

différents autres services, en rapport avec les échanges commerciaux internationaux.

Pour rappel, selon les statistiques de l'ambassade de Chine à Yaoundé, les échanges commerciaux entre l'empire du Milieu et le Cameroun ont atteint 2,6 milliards de dollars US en 2015, soit environ 1430 milliards de francs CFA, faisant ainsi de ce pays le premier partenaire commercial du Cameroun.



Le secteur bancaire camerounais plombé par la diminution de la liquidité et la hausse des prêts improductifs, selon le FMI

Bien qu'il affiche des signes de résilience dans une zone Cemac secouée par la crise des prix des matières premières, laquelle crise impacte considérablement les finances publiques et les activités économiques, le secteur bancaire camerounais, qui demeure le plus robuste de cet espace communautaire de six Etats, ne montre pas moins des signes de vulnérabilité depuis quelque temps. La confirmation de ces difficultés déjà évoquées par certaines sources gouvernementales, vient d'être faite par le directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), le Japonais Mitsuhiro Furusawa, qui a récemment séjourné au Cameroun dans le cadre d'une évaluation du programme triennal conclu entre le gouvernement camerounais et cette institution de Bretton Woods.

« Votre secteur bancaire s'est avéré jusqu'à présent résilient face à la crise. Mais, il existe des signes de tension. La liquidité diminue et les prêts improductifs sont en hausse. Cinq banques de petites tailles et non importantes pour le système sont insolvables ; la plupart le sont depuis de nombreuses années », a diagnostiqué Mitsuhiro Furusawa dans un document intitulé « Débloquer le potentiel de croissance du Cameroun ».

Même si les noms de ces banques n'ont pas été révélés, nos analyses amènent à penser à au moins trois institutions financières. Il s'agit de la Commercial Bank of Cameroon (CBC), institution bancaire récemment nationalisée, mais qui est empêtrée dans une longue procédure de restructuration et de recapitalisation débutée en 2009 ; la Banque camerounaise des PME, dont la directrice générale n'a de cesse d'inviter l'Etat, son actionnaire unique, à y injecter des capitaux pour lui permettre de remplir efficacement ses missions; ou encore l'institution privée NFC Bank, placée sous administration provisoire depuis quelques années par la COBAC, le gendarme du secteur bancaire dans la zone Cemac. Les difficultés du secteur bancaire camerounais rapportées par le directeur général adjoint du FMI, incitent

à penser que la décision prise en avril 2017 par la BEAC, en vue de revitaliser les banques de la zone Cemac, n'a eu que des effets très limités. En effet, afin d'injecter de la liquidité dans les banques des pays de la Cemac que sont le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée-Equatoriale, le Tchad et la République centrafricaine, la Banque centrale avait décidé, au sortir de son premier comité de politique monétaire de l'année en cours, de baisser de 50% les coefficients des réserves obligatoires applicables aux institutions bancaires.

Cette décision qui, selon les estimations de la Banque centrale, devait permettre de libérer entre 500 et 600 milliards de francs CFA au profit des banques de la zone Cemac, était plus salutaire pour les banques camerounaises, qui devaient engranger à elles seules plus de 20% de cette liquidité, selon une estimation d'Alphonse Nafack, DG d'Afriland First Bank et président de la corporation des banquiers du pays.

AGRICULTURE

Le Cameroun, la FAO et l'UE valident une étude sur le système de production de semences de manioc

Depuis le 26 septembre dernier, le Cameroun dispose d'une étude sur le système de production de semences (boutures) de manioc, qui vise à en améliorer la productivité, apprendon de bonnes sources.

Cette étude est le fruit d'un projet implémenté dans sept pays africains, avec le concours de l'Union européenne et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui a été chargée de la mise en œuvre du projet au Cameroun.

Selon les porteurs du projet, cette initiative tient de ce que le manioc est un aliment de base pour les populations camerounaises. Mais dans le même temps, les rendements actuels des semences utilisées sont encore faibles pour garantir une certaine sécurité alimentaire aux consommateurs.



Après plus de 30 ans d'activités, le Programme national de vulgarisation et de recherche agricoles mettra la clé sous le paillasson

A partir de janvier 2018, le Programme national de vulgarisation et de recherche agricoles (PNVRA), la plus ancienne initiative du gouvernement camerounais en matière de promotion de l'agriculture, va définitivement disparaître, après quelques années d'hibernation, a-t-on appris officiellement. Selon Henri Eyébé Ayissi, le ministre camerounais de l'Agriculture et du Développement rural, ce programme implémenté depuis plus de 30 ans sera remplacé par le Projet national de structuration, d'accompagnement des producteurs et de la vulgarisation agricole (PROSAPVA), qualifié de « plus

pratique » par le gouvernement. Pour rappel, le PNVRA était un dispositif d'appui-conseil piloté par le Ministère de l'agriculture, avec pour objectif global d'améliorer durablement la productivité des exploitations agropastorales, ainsi que les revenus des producteurs. AGRICULTURE 25

Afriland First Bank et Ecobank se retirent du Projet d'investissement et de développement des marchés agricoles

Financé à hauteur de 50 milliards de francs CFA par la Banque mondiale, le Projet d'investissement et de développement des marchés agricoles (Pidma), qui vise à booster la production locale du manioc, du sorgho et du maïs, dans l'optique d'approvisionner les agro-industries, pourraient ne pas atteindre ses objectifs. C'est du moins ce qu'on est fondé à penser au regard les difficultés auxquelles font face les responsables chargés de son implémentation. En effet, a-t-on appris au cours d'une session de la plateforme de dialogue/ concertation mise en place dans le cadre de ce projet, deux des quatre institutions bancaires partenaires ont quitté le navire. Il s'agit d'Afriland First Bank et de la filiale locale du groupe bancaire panafricain

Ecobank, souligne-t-on au Pidma, sans donner plus de détails. « Il ne reste plus que la SGC (Société générale Cameroun) et la BICEC (filiale du groupe BPCE, ndlr) », confie Thomas Ngue Bissa, le coordonnateur du Pidma, qui regrette, par ailleurs, que « les taux d'intérêt des crédits accordés » aux organisations de producteurs dans le cadre de ce projet « restent très élevés, en plus des lenteurs dans la mise à disposition de ces crédits ».

De plus, a-t-on appris au cours de la même concertation, les coopératives de producteurs bénéficiaires du projet ont du mal à remplir leurs cahiers de charges respectifs, du fait de difficultés organisationnelles. Idem pour les agro-industries partenaires du projet. « Certains ont pris des enga-

gements pour acheter des tonnes de maïs à 200 francs CFA le kilogramme. Aujourd'hui, comme le prix sur le marché est de 160 francs CFA, ils abandonnent les producteurs avec leurs commandes et vont acheter ailleurs ». a confié le coordonnateur du Pidma au Quotidien gouvernemental. Pour rappel, dans le cadre du Pidma, qui s'étend sur la période 2014-2019, les financements aux producteurs sont pourvus par le projet (sous la forme subvention) à hauteur de 50%, tandis que les coopératives bénéficiaires, qui sont assujetties à un apport personnel équivalent à 10% du montant de l'investissement, recherchent les 40% restants auprès des banques partenaires.

Telcar Cocoa débloque 2,2 milliards FCFA de primes au profit des producteurs de cacao certifié

Pour le compte de la campagne cacaoyère 2016-2017, qui vient de s'achever, la société exportatrice Telcar Cocoa, négociant local de la firme américaine Cargill, vient de gratifier les producteurs de cacao certifié de primes d'un montant total de 2,2 milliards de francs CFA, a-t-on appris officiellement.

Cette enveloppe distribuée à environ 15 000 producteurs camerounais, a officiellement été mise à disposition en fin de semaine dernière, au cours d'une cérémonie organisée dans la ville de Sangmélima, bassin de production de la région du Sud du Cameroun.

Au total, dans le cadre de son programme de promotion de la culture



du cacao certifié au Cameroun, Telcar Cocoa a déjà formé plusieurs milliers de producteurs qui ont reçu, sur les cinq dernières campagnes,

une enveloppe globale de 3,7 milliards de francs CFA au titre de primes.

26 AGRICULTURE

150 tonnes d'engrais distribuées aux producteurs de café du département du Moungo, dans la région camerounaise du Littoral

36 groupes de producteurs de café du département du Moungo, grand bassin de production de la région du Littoral au Cameroun, viennent de recevoir une cargaison de 150 tonnes d'engrais, dans le cadre du Projet d'appui à l'utilisation des engrais dans les filières cacao et café (PAUEF2C).

Ce projet gouvernemental, piloté par le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER), vise à contribuer à l'augmentation de la production du café et du cacao dans le pays, en mettant gracieusement des fertilisants à la disposition des producteurs, souvent trop démunis pour pouvoir se les procurer eux-mêmes.

Mais, à l'observation, l'implémentation de ce projet n'a pas encore eu d'effets notables sur la production caféière du Cameroun, laquelle a considérablement chuté au cours des dix dernières années.



A l'origine de cette baisse constante de la production caféière, soutiennent les acteurs de la filière, se trouve le désintérêt des producteurs

pour la culture du café, découragés qu'ils sont par des prix d'achat moins rémunérateurs que ceux du cacao.

La restriction de la circulation des volailles reste en vigueur à l'Ouest du Cameroun

Depuis le 13 mars 2017, date de la découverte d'un foyer de grippe aviaire dans la ville de Foumbot, située dans le département du Noun, région de l'Ouest-Cameroun, aucune autre alerte à cette épizootie n'a été déclenchée dans le plus grand bassin de production de poulets au Cameroun.

Cependant, comme c'est le cas dans le département de la Mifi depuis septembre 2016, la circulation des volailles demeure interdite dans le Noun, conformément aux mesures restrictives prises par les autorités publiques dès le déclenchement de l'épizootie de grippe aviaire. Aujourd'hui, des voix s'élèvent au sein de l'Interprofession avicole du Cameroun (IPAVIC) pour réclamer la levée de ces restrictions, afin de permettre aux aviculteurs de se relancer dans ce bassin de production, qui pèse à lui seul 80% de la filière avicole au Cameroun.

« Cela fait six mois qu'aucun autre foyer n'a plus été découvert dans le pays. Cela suppose qu'on peut aujourd'hui lever les mesures de restriction dans le déplacement des volailles. Tant qu'on ne le fait pas, la filière supporte des coûts supplémentaires non calculables. D'autre part, avec la flambée des coûts des matières premières, tant que les éleveurs n'ont pas de visibilité sur leur activité, ils ne peuvent pas investir ou prendre certains risques », a confié au Quotidien gouvernemental Blaise Kamdoum, le vice-président de l'IPAVIC.

TRANSPORTS

Du matériel de surveillance maritime pour le port de Douala

Le Ministère des travaux publics (MINTP) a officiellement remis, le 20 septembre, du matériel de surveillance maritime à l'autorité portuaire de Douala pour renforcer la capacité opérationnelle du port éponyme. Le secrétaire d'Etat chargé des routes au MINTP, Louis Max Ayina Ohandja, et le directeur général du port de Douala, Cyrus Ngo'o, ont signé les documents officiels pour sceller l'accord.

Mais avant l'étape de la signature, Shey Jones, le président du conseil d'administration du port, s'est réjoui de ce que l'achat du hors-bord baptisé « Emergence » et de trois canots semi-rigides par le gouvernement camerounais avec l'appui de la Banque mondiale arrive en temps opportun. « Ce matériel arrive à un moment où la direction générale a entrepris une politique inclusive pour rendre le port de Douala plus compétitif et plus efficace », a déclaré Shey Jones. Cyrus Ngo'o, quant à lui, a indiqué que le hors-bord est arrivé à Douala le 7 mai 2017 et est devenu opérationnel depuis ce temps. Ce qui facilite les mouvements des capitaines de navires de la rive vers les vaisseaux entrants ou sortants tout en renforçant la productivité de l'infrastructure portuaire. Cette dernière gère un peu plus de dix à douze tonnes de fret par an.

L'Etat camerounais a besoin de 200 milliards FCFA pour remplacer 409 buses sur la route Yaoundé-Douala

Suite aux multiples affaissements de la chaussée sur la nationale n°3 (Yaoundé-Douala), le Ministère des travaux publics (MINTP) explique que sur cet axe routier reliant les deux villes les plus importantes du pays, il faut remplacer une moyenne de 409 buses par des dalots. Coût total des travaux : 200 milliards FCFA.

« Les études ont été faites et nous savons exactement le nombre de buses métalliques qui existent et qui ont été construites dans les années 1982-1986. Un programme spécifique a été mis en place et nous avons classé les ouvrages à remplacer en trois catégories », explique Guy Daniel Abouna Zoa, directeur général des travaux d'infrastructures au MINTP. Il indique que les buses à replacer en urgence sont environ 134. Ceux à remplacer, à court terme, 143. Et ceux à remplacer, à moyen terme, 132. Ce qui fait un total de 409 buses.



« Le remplacement des buses demande environ 47 milliards FCFA pour cette année [2017], nous avons déjà pu mobiliser 10 milliards FCFA », explique Guy Daniel Abouna Zoa. L'axe Yaoundé-Douala qui fait partie des corridors Douala-Ndjamena et Douala-Bangui, est régulièrement coupé. Après l'effondrement de trois buses métalliques, les 1^{er} et 2 septembre, c'est le bloc technique d'une buse située dans le département de la Sanaga maritime, à Ebomè, qui a cédé le 16 septembre.
Presqu'un an plus tôt, dans la matinée du 21 octobre 2016, l'affaissement de la chaussée dans la localité de Manyaï, avait provoqué un afflux de passagers vers Camrail, la seule compagnie ferroviaire du Cameroun. Le trop plein de personnes transportées par train ce jour-là, selon une enquête gouvernementale, est l'une des causes principales du déraillement qui s'en est suivi. Bilan: au moins 79 morts et 600 blessés.

28 TRANSPORTS

L'absence de fret et l'état des routes ralentissent le transport des marchandises sur le corridor Douala-Ndjamena

Le 16 septembre 2017, le bloc technique d'une buse s'est affaissé dans la localité d'Ebomé, située sur la route Yaoundé-Douala, qui relie les deux capitales camerounaises, et fait partie des corridors Douala-Ndjamena et Douala-Bangui. Depuis le 25 septembre dernier, un effondrement sur le tronçon Ngaoundéré-Dang, dans la partie septentrionale du Cameroun, rend difficile le convoiement des marchandises vers Kousseri, ville camerounaise frontalière à Ndiamena. la capitale tchadienne. Bien avant la survenue de ces deux incidents, qui ont un impact encore plus notable sur l'activité de transport sur le corridor Douala-Ndjamena, sur lequel transitent environ 340 milliards de francs CFA de marchandises tchadiennes chaque année, selon la douane camerounaise; le trafic sur ce corridor, dont une partie permet également

de desservir la République centrafri-

caine, était déjà devenu un véritable

casse-tête chinois.

« Le mauvais état de la route entre Maroua et Kousseri nous oblige désormais à prendre une voie de contournement. Nous prenons la bretelle qui va de Touboro pour le Sud du Tchad, et remonte à Ndjamena. Ce qui occasionne un retard énorme sur les délais de livraison des marchandises Entre Maroua et Kousseri, c'est moins de 800 km. Mais, en contournant par le Tchad, on fait presque le double », révèle Alhadji Ousmanou, un responsable de l'Organisation des transporteurs terrestres du Cameroun (OTTC), qui s'est confié au trihebdomadaire régional L'œil du Sahel. A en croire notre source, au-delà du mauvais état de la route par endroits, situation qui occasionne des pertes importantes pour les transporteurs, les importateurs et les exportateurs, l'activité tourne de plus en plus au ralenti sur le corridor Douala-Ndjamena, à cause de l'absence du fret. « Vous avez beau avoir votre camion, régularisé votre situation fiscale, avoir tout le carburant nécessaire, mais quand vous n'avez rien à transporter, c'est très compliqué (...) Il y a des transporteurs qui peuvent charger à Douala pour Kousseri, mais qui sont incapables de faire rentrer leurs camions, parce que contraints de retourner à vide et ne pouvant plus assumer les charges », explique Alhadji Ousmanou.

Cette absence de fret, que l'on peut en partie expliquer par le ralentissement des activités économiques au Tchad, du fait de la crise des prix du pétrole brut que subit ce petit émirat pétrolier (les recettes pétrolières représentent plus de 70% des recettes publiques, selon la commission de la Cemac), avait déjà été dénoncée, il y a quelques mois, par la plateforme syndicale des professionnels du transport routier.

Mais, ce regroupement corporatiste, lui, mettait à l'index des transporteurs « *clandestins* », qui contrôlent actuellement environ 45% du fret terrestre sur le territoire camerounais.

Après un repli stratégique sur les vols domestiques, Camair Co s'apprête à se relancer dans le ciel africain

Camair Co, la compagnie aérienne publique camerounaise, va relancer, dans les prochaines semaines, ses vols à destination de certaines capitales africaines. Il s'agit notamment de Libreville, au Gabon, Bangui, en République centrafricaine, Abidjan, en Côte d'Ivoire, et Dakar, au Sénégal, apprend-on de sources autorisées. L'annonce de cette reprise des activités de Camair Co à l'international vient d'être faite à Yaoundé, la capitale, à l'occasion d'une rencontre

entre le transporteur aérien public camerounais, des partenaires tels que les agences de voyages, ainsi que les potentiels clients pour ces destinations.

Cette décision du top management de Camair Co incite à penser que la compagnie aérienne publique retrouve progressivement son équilibre, après plusieurs difficultés structurelles et financières ayant émaillé son fonctionnement depuis le lancement des activités en 2011.



Une situation qui avait amené la compagnie à provisoirement abandonner ses vols à l'international, pour se consacrer uniquement à la desserte domestique.

INDUSTRIE

Le Programme national de développement participatif va promouvoir l'utilisation des matériaux locaux dans ses projets

Le Programme national de développement participatif (PNDP), chargé de la construction des infrastructures sociaux-économiques au profit des communes camerounaises, va désormais s'investir dans la promotion des matériaux locaux. C'est à la faveur de conventions de partenariat que viennent de signer les responsables de ce programme gouvernemental, avec la Mission de promotion des matériaux locaux (MIPROLAMO).

En plus de la réalisation de projets

conjoints privilégiant l'utilisation des matériaux locaux, les conventions signées entre les deux parties prévoient la mise en œuvre de programmes de formation à l'utilisation de ces matériaux, au bénéfice des collectivités locales décentralisées.

Bocom se lance dans la production de tuiles écologiques, grâce au recyclage des déchets en plastique

Après le recyclage des batteries de véhicules pour l'extraction du plomb, la société Bocom Recycling vient de se lancer dans la production de tuiles écologiques, grâce à la récupération et au recyclage des déchets en plastique qui abondent dans les rues camerounaises, a-t-on appris de bonnes sources. Selon les responsables de l'entre-

Selon les responsables de l'entreprise, les « éco-tuiles » de Bocom Recycling sont solides, imperméables, permettent de maintenir une température ambiante dans les maisons qu'elles recouvrent et contribuent surtout à protéger l'environnement, à travers la collecte et le recyclage des déchets en plastique.

Pour rappel, Bocom Recycling est une entité du groupe industriel camerounais Bocom qui, en plus du recyclage, est présent dans la distribution des produits pétroliers, le nettoyage industriel et l'exploitation minière. Sur ce dernier volet, ce groupe ambitionne notamment



d'exploiter un gisement de fer dans la localité d'Akom II, à travers la construction d'un complexe sidé-

rurgique à Fifinda, dans la région du Sud du pays.

MINES

La Banque mondiale soutient un projet de production de pavés à base de granite dans la région de l'Adamaoua



La Communauté urbaine de Ngaoundéré, dans la région de l'Adamaoua, située dans la partie septentrionale du Cameroun, vient de bénéficier d'un financement de 80 millions de francs CFA octroyé par la Banque mondiale, apprend-on officiellement.

Ces financements serviront, selon les responsables de la super-mairie de la capitale régionale de l'Adamaoua, à monter une unité de transformation de granite en pavés, pour la construction des drains et le revêtement de la voirie urbaine.

« Le bitume coûte cher et n'est pas toujours à la portée des collectivités territoriales décentralisées. L'une des solutions à ce problème est le recours au granite et autres roches qui entourent la ville de Ngaoundéré et ses environs », soutient le délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Ngaoundéré. Pour rappel, selon les estimations du Conseil national de la route (CONAROUTE), le prix du kilomètre de route bitumée au Cameroun est estimé à environ 205 millions de francs CFA, contre seulement 100 millions de francs CFA en moyenne sur le continent africain.

TIC & TELECOM

Suspendu d'activités depuis deux semaines, Vodafone Cameroun introduit une demande de licence auprès des autorités



Après plusieurs mois de discussions infructueuses, qui ont conduit à une suspension des activités sur le territoire camerounais, depuis le 14 septembre 2017, les responsables de Vodafone Cameroun ont décidé de se plier aux desiderata des autorités publiques camerounaises.

En effet, apprend-on de sources internes à cette entreprise spécialisée dans la fourniture d'accès à internet, une demande de licence a été officiellement déposée au ministère des Postes et Télécoms (MINPOSTEL), au nom d'une entité dénommée Afrimax Cameroon SA.

Filiale camerounaise d'Afrimax Group qui avait absorbé la société Northwave Sarl, détentrice du titre transitoire querellé par les autorités publiques (selon la loi en vigueur au Cameroun, ces titres sont personnels et incessibles), cette nouvelle entité entend ainsi obtenir sa propre licence, afin de l'exploiter sous le nom commercial de Vodafone Cameroun, grâce à une franchise obtenue de l'opérateur télécoms britannique. Pour rappel, l'affaire Vodafone Cameroun, qui couve en réalité depuis octobre 2016, a connu un développement accéléré en ce mois de septembre 2017. Sur instruction de la ministre des Postes et Télécoms, Minette Libom Li Likeng, l'Agence de régulation des télécoms a été amenée à suspendre les activités de ce fournisseur d'accès à internet (FAI) dans la soirée du 14 septembre dernier, pour défaut de licence. Pour justifier cette décision, le membre du gouvernement en

charge du portefeuille des télécoms invoque la loi régissant les modalités d'établissement et/ou d'exploitation des réseaux et des fournitures des services de communication électronique soumis au régime de l'autorisation au Cameroun, qui stipule que les titres d'exploitation sont personnels, incessibles et ne confèrent aucun droit d'exclusivité.

Par conséquent, soutient-on dans ce département ministériel, Northwave Sarl ne saurait mettre son titre d'exploitation à la disposition de Vodafone Cameroun, l'entité née de son absorption par Afrimax Group. Selon les responsables du MINPOSTEL, afin d'être en conformité avec la réglementation en vigueur dans le pays, Vodafone Cameroun devait engager des démarches officielles pour obtenir sa propre licence, et satisfaire aux exigences requises, afin d'exploiter la 4G LTE pour fournir l'internet aux populations camerounaises. Ce qui est désormais fait.

A en croire nos sources, la licence sollicitée couvre uniquement les villes de Yaoundé et de Douala, les deux capitales du pays, qui représentent environ 80% du marché local des télécoms. Ce détail pourrait faire l'objet d'âpres discussions lors des négociations entre les autorités publiques et Vodafone Cameroun, dans la mesure où les opérateurs télécoms détenteurs de concessions, face auxquels le FAI Vodafone se pose en concurrent sur le marché de l'internet, sont assujettis à une obligation de couverture de l'ensemble du territoire.

TIC & TELECOM

PmExchange 2017, la grand'messe des PME camerounaises, se déroulera du 21 au 25 novembre 2017 à Douala

Organisé par le regroupement patronal, Entreprises du Cameroun (Ecam), focalisé sur le développement et la promotion des PME, l'édition 2017 du Salon PmExchange se déroulera à Douala, la capitale économique camerounaise, du 21 au 25 novembre 2017, a-t-on appris officiellement.

Articulée autour du thème « les PME et la révolution du digital », cette nouvelle édition sera ponctuée d'ateliers thématiques, des rencontres B to B entre opérateurs économiques, et d'une foire-exposition.

Pour rappel, les PME constituent

plus de 80% du tissu industriel camerounais, mais font face à d'innombrables difficultés, dont des solutions sont parfois recherchées au cours des débats thématiques meublant souvent des foras tels que PmExchange.

La douane camerounaise saisit une cargaison de plus de 4200 téléphones portables à Fotokol, ville frontalière du Nigeria

La ville de Fotokol, située à la frontière avec le Nigeria, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, est souvent le théâtre des attaques de la secte Boko Haram. Mais, le climat d'insécurité qui règne dans cette ville ne semble pas décourager les contrebandiers.

En effet, a-t-on appris de sources officielles, la douane camerounaise vient de saisir une cargaison de plus de 4200 téléphones portables, soigneusement dissimulée dans le véhicule de fonction du commandant de la brigade de gendarmerie de Fotokol. L'adjudant-chef David Abanda a ainsi été pris en flagrant délit de contrebande par les douaniers, qui ont exploité des renseignements, à eux fournis, sur les activités peu orthodoxes de ce sous-officier de la gendarmerie nationale. La marchandise a été confisquée et l'affaire reprise par la sécurité militaire, apprend-on.

En juin 2017, c'est une cargaison constituée d'environ 3 000 paquets de chanvre indien et du tramol à destination du Nigeria, qui avait été saisie dans la ville de Fotokol. Des stupéfiants qui, avaient alors analysé les douaniers, étaient certainement destinés à approvisionner des membres de la secte Boko Haram de l'autre côté de la frontière.



SERVICES

Le groupe français Casino va investir 20 milliards FCFA en ouvrant une dizaine de magasins au Cameroun



Le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, a reçu le 26 septembre à Yaoundé, une délégation d'hommes d'affaires français conduite par Hervé Daudin, Directeur des marchandises du Groupe Casino. Hervé Daudin a affirmé que Casino a l'intention d'ouvrir entre dix et quinze magasins au Cameroun. Ce qui va aboutir à la création de 1000 emplois directs pour un montant d'investissement de 20 milliards FCFA. Le groupe se propose d'approvisionner les marchés en produits de qualité à bas prix, dans le cadre de la politique gouvernementale de lutte contre la vie chère.

Après les premiers points de vente basés à Yaoundé et Douala, ce sera au tour des villes de Ngaoundéré et Bafoussam d'accueillir les magasins Casino

« C'est la preuve de la volonté du gouvernement à moderniser les services de grande distribution (..); la grande surface était élitiste jusqu'alors. Il faut juste savoir respecter les normes. La société civile est soucieuse de la valorisation des ressources nationales », a déclaré Hervé Daudin.

Casino entend par ailleurs investir dans le secteur agricole dans les régions de l'Ouest, du Littoral et du Nord-Ouest.

A partir du 24 mars 2018, la capitale économique camerounaise abritera la 1^{ère} édition de la Foire internationale des affaires et du commerce

Le gouvernement camerounais, à travers le Ministère du commerce, et la Fondation Inter-progress, organiseront, à compter du 24 mars 2018, la première édition de la Foire internationale des affaires et du commerce (FIAC).

Cette nouvelle manifestation économique se déroulera à Douala, la capitale économique du Cameroun, a-t-on appris au cours d'une conférence de presse organisée par les promoteurs à Yaoundé, la capitale du pays.

La FIAC qui durera deux semaines, apprend-on, se tiendra désormais en alternance avec le Salon de l'entreprise, de la PME et du partenariat (PROMOTE), dont la 6ème édition s'est achevée le 19 février 2017 sur

la colline du palais des Congrès de Yaoundé, avec environ 1300 entreprises participantes.

Afin de rendre possible l'organisation de la première édition de la FIAC, le budget 2017 du Ministère du commerce, proposé à la validation des députés en novembre 2016, avait été augmenté de plus de 2 milliards de francs CFA.

LEADER DU MOIS

Pour protéger l'environnement, Ismaël Essome fabrique des pirogues en recyclant des bouteilles en plastique





En rassemblant simplement des bouteilles en plastique, reliées entre elles par une corde bien spécifique, Ismaël Essomé a pu construire une pirogue capable de transporter trois personnes et une charge de 90 kg sur l'eau, tout en résistant aux vagues.

Depuis août 2016, une petite révolution s'opère lentement dans le domaine de la lutte pour l'environnement au Cameroun, notamment celle contre la pollution par les bouteilles en plastique. En effet, c'est ce mois-là qu'Ismaël Essome, jeune ingénieur en gestion environnementale, a conçu ce qui est la toute première pirogue écologique du Cameroun, fabriquée grâce au recyclage des bouteilles en plastique. Coût de l'investissement : près d'un million de francs CFA.

« Au début, il a fallu trouver la forme et le bon fil avec lequel attacher les bouteilles. Nous y avons mis des jours et des jours. Après, on a fait des tests entre Douala, notre base, et les plages. On a fait des modifications. Nous sommes toujours en train de nous perfectionner », explique le jeune ingénieur à la plateforme d'informations Le Monde Afrique, qui l'a suivi en plein test de son invention sur une plage camerounaise. « Je n'ai pas peur des vagues (...) Cette pirogue est

très solide, elle peut vous emmener n'importe où. J'avais tellement rêvé de la construire », poursuit-il.

En effet, en rassemblant simplement des bouteilles en plastique, reliées entre elles par une corde bien spécifique, Ismaël Essomé a pu construire une pirogue capable de transporter trois personnes et une charge de 90 kg sur l'eau, tout en résistant aux vagues. Selon le concepteur de cette pirogue 100% écolo, sa trouvaille vise trois objectifs principaux.

D'abord, encourager le tourisme balnéaire, en mettant à la disposition des touristes cette pirogue très spéciale. Ensuite, il est question de nettoyer l'environnement, en recyclant des bouteilles en plastique, qui n'ont pas encore disparu des rues, cours d'eau et autres drains du pays, en dépit de l'existence, depuis octobre 2014, d'un texte réglementaire enjoignant les producteurs de ces emballages à mettre systématiquement en place des chaînes de recy-

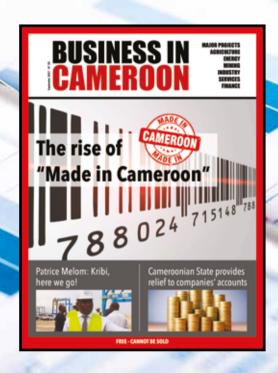
clage. Enfin, le jeune environnementaliste veut protéger les arbres, cette composante de l'environnement dont les troncs servent de matériau à la fabrication des pirogues dans les régions côtières du Cameroun.

Si les financiers pouvaient s'intéresser à ce projet, en encourageant à la fois la modernisation et la commercialisation de ces canoës, croit savoir Ismaël Essomé, non seulement la guerre contre les bouteilles en plastique sera gagnée, la destruction des arbres s'en trouvera réduite, mais aussi les pêcheurs et autres transporteurs fluviaux dépenseraient beaucoup moins d'argent pour acquérir une pirogue. Puisque le prix de 100 000 francs CFA de la pirogue écolo sera largement en dessous de celui de la pirogue en planches, qui oscille entre 150 et 500 000 FCFA, contre au moins un million de francs CFA pour les pirogues en matière synthétique.

Brice R. Mbodiam

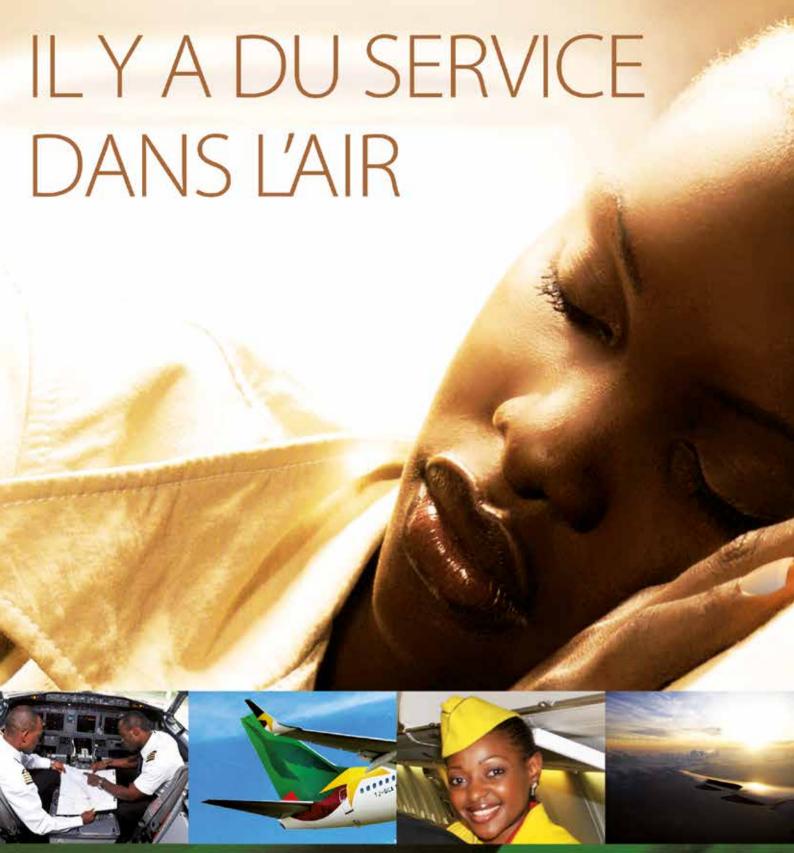
Participez à l'édification du Cameroun de demain

Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun









La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

Camair-Co